

Chaque sommet s'est penché sur les grands problèmes économiques de l'heure comme la croissance, l'inflation, la libéralisation du commerce international et les politiques fiscales et monétaires. Cet intérêt a un effet tangible sur les décisions et les activités des principaux chefs de l'économie mondiale. Aux yeux du Canada, le maintien d'un environnement économique sûr et stable, préconisé par les participants du Sommet, est d'une importance capitale pour chacun des grands secteurs de son économie.

En participant au soutien international des réformes en Europe centrale, en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, le Canada sert la cause de la stabilité dans le monde et il aide à empêcher l'apparition de conditions propices à un retour de la guerre froide. À plus long terme, advenant une réussite de la transition dans ces pays, les firmes canadiennes pourraient y trouver de bonnes

chances d'affaires, spécialement dans les secteurs pétrolier et gazier où le Canada possède des compétences bien établies.

Le Canada peut également profiter des sommets pour débattre de questions qui intéressent tout particulièrement les Canadiens. Ainsi, au Sommet de Londres en 1991, il a obtenu des participants qu'ils signent une déclaration ferme pressant la communauté internationale de protéger les ressources biologiques marines et de s'assurer, par des mesures de surveillance et d'exécution efficaces, que les régimes adoptés par les organisations régionales de pêche sont observés.

La participation du Canada aux sommets économiques sert à la fois ses intérêts nationaux et ses intérêts internationaux, alors même que la distinction entre les questions d'ordre national et international tend à s'estomper.